

Convention collective

IDCC : 9341. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(HÉRAULT)**

(28 février 1952)

(Etendue par arrêté du 17 juillet 1954,
Journal officiel du 10 août 1954)

AVENANT N° 160 DU 28 NOVEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797047M*

IDCC : 9341

Entre :

Le groupement des employeurs de main-d'œuvre agricole ;
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles, SNCEA-CGC, section de l'Hérault ;

Le syndicat des salariés des productions coopératives de l'agriculture, des industries et de l'artisanat alimentaires SGA-CFDT de l'Hérault ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation, FO inter-région Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les signataires de la convention collective départementale des exploitations agricoles de l'Hérault décident de modifier et compléter le régime de prévoyance des salariés non cadres.

Il est institué, au profit des salariés non cadres remplissant les conditions ci-après définies, un régime de prévoyance obligatoire qui assure les prestations suivantes :

- des indemnités journalières complémentaires à celles versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou d'accident ;

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- une pension d'invalidité ou d'incapacité permanente, en cas d'invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle au moins des 2/3, reconnues par le régime de base de la mutualité sociale agricole ;
- le versement d'un capital décès, de rente éducation ;

L'article 54.4 de la convention collective susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 54.4

Garantie incapacité

En cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet, maladie professionnelle, accident ou maladie de la vie privée, les salariés non cadres justifiant d'une ancienneté dans l'année civile d'au moins 119 jours chez le même employeur et remplissant les conditions requises pour bénéficier des indemnités journalières légales, perçoivent des indemnités journalières complémentaires. Dans le cas d'une subrogation consentie par l'employeur après accord avec la caisse de MSA et en présence d'une décision de celle-ci de cesser le paiement des indemnités journalières, le versement de la rémunération est suspendu à la date de prise d'effet de la sanction en cause. Dans tous les cas, la cessation de paiement par la MSA des indemnités journalières entraîne la cessation de paiement par l'employeur des indemnités journalières complémentaires.

Les indemnités complémentaires sont versées pendant toute la durée des indemnités journalières légales, à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt du travail en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- du 11^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation MSA comprise) soit égale à 85 % du salaire brut du salarié.

Le salaire pris en compte pour le calcul de ces indemnités journalières complémentaires est celui qui est retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la Mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net en période d'activité.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction du taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Le paiement des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est effectué par l'organisme assureur désigné. Les indemnités journalières sont donc versées nettes de charges sociales, de CSG et de CRDS. »

Il est institué un article 54.5 rédigé comme suit :

« Article 54.5

Garantie invalidité

Les salariés bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux 2/3, du versement d'une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de la mutualité sociale agricole.

Dans le cas d'une invalidité de catégorie 1, son montant (sous déduction de la pension ou de la rente MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 70 % du salaire brut.

Dans le cas d'une invalidité de catégorie 2 ou 3, son montant (sous déduction de la pension ou de la rente MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 75 % du salaire brut.

Le salaire brut pris en compte correspond au 12^e des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

Les revalorisations de cette prestation sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles. »

L'article 54.2 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 54.2

Garantie décès

Le risque décès est couvert par la garantie décès AGRI PREVOYANCE, qui comprend le versement d'un capital décès et d'une rente éducation.

1. Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à AGRI PREVOYANCE une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

2. Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point AGRI PREVOYANCE revalorisée chaque année au 1^{er} septembre.

4. Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère.

5. Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue pour le personnel en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant de prestations d'incapacité de travail ou d'invalidité. »

Il est institué un article 54.6 rédigé comme suit :

« Article 54.6

Dispositions communes

1. Cotisations

Les taux de cotisations et leur répartition sont fixés comme suit :

Tableau des cotisations

	TOTAL %	PATRONALE	SALARIALE
Incapacité : cotisation à compter du 120 ^e jour	0,60	0,50	0,10

	TOTAL %	PATRONALE	SALARIALE
Invalidité : cotisation à compter du 120 ^e jour	0,45	0,22	0,23
Décès : cotisation dès le 1 ^{er} jour	0,38	0,38	
Total	1,43	1,10	0,33

Les cotisations et prestations relatives à l'incapacité et à l'invalidité sont appelées et versées aux salariés justifiant d'une ancienneté dans l'année civile chez le même employeur d'au moins 119 jours.

En revanche, les prestations sont versées à compter du premier jour s'agissant de la garantie décès.

Pendant une période de 3 ans à compter de la date d'effet de l'accord, un taux d'appel de 90 % sera appliqué sur les cotisations.

Ainsi, durant cette période, la cotisation finançant les garanties de prévoyance lourde (garantie incapacité de travail-invalidité et garantie décès) sera de 1,29 % répartie à hauteur de 1 % part employeur et de 0,29 % part salarié.

A l'issue de ce délai de 3 ans, le retour au taux de 1,43 % sera analysé entre les partenaires sociaux et AGRI PREVOYANCE, en fonction des résultats du régime. »

2. Organisme assureur

AGRI PREVOYANCE, organisme assureur sis 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à AGRI PREVOYANCE pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

3. Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

4. Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des 2 parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières, de rentes d'invalidité ou d'incapacité professionnelle permanente ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ; les garanties décès sont également maintenues pour les assurés en cours de service de rente invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle.

Article 2

Le présent régime entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Article 3

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Montpellier, le 28 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)